

Histoire et mémoire du passé nazi en République fédérale d'Allemagne

Edouard Husson

« L'Allemagne et son passé » : sujet souvent présent dans les médias ou les publications françaises, et ceci d'autant plus que le travail de mémoire effectué par l'Allemagne sur le III^e Reich sert de référence à d'autres pays, dont la France, désireux d'élucider les pages sombres de leur histoire. La récurrence du thème montre aussi que le travail de mémoire, dans aucun pays, ne va de soi. L'opinion allemande est régulièrement « travaillée » par des discussions, souvent violentes, sur la manière appropriée de parler du passé nazi. S'y confrontent intellectuels, universitaires, hommes politiques, journalistes, simples citoyens.

En France, l'on a beaucoup parlé, au milieu des années 1980, de la fameuse « querelle des historiens » (*Historikerstreit*), qui divisait le monde intellectuel de République fédérale d'Allemagne. Plus récemment, la presse s'est fait l'écho de la controverse suscitée, en 1996, par les thèses du sociologue américain Daniel Goldhagen à propos de « l'antisémitisme éliminationniste » qui aurait été propre à l'Allemagne des années 1800-1945 ou bien de la polémique provoquée, entre 1995 et 1999, par l'exposition sur les crimes de guerre de la Wehrmacht en Serbie et en Union Soviétique.

Ce qui est intéressant, c'est d'essayer de repérer, à propos de ces trois discussions ou d'autres plus anciennes, les points communs, les ruptures, les évolutions. Surtout, et préalablement, on peut se poser la question de savoir pourquoi, soudain, un débat sort du strict cadre de l'échange, plus ou moins feutré, entre universitaires spécialistes du III^e Reich pour soulever les passions d'un plus large public.

Les historiens allemands du nazisme ne perdent jamais totalement de vue dans leur travail de recherche qu'ils sont aussi des citoyens ; ils ne peuvent pas faire abstraction du fait que le caractère scientifique de leurs travaux sera éventuellement utilisé, peut-être contre leur gré dans une discussion sur l'identité allemande. La RFA se définit, en effet, depuis sa fondation, comme la volonté de rejeter définitivement le passé nazi et, plus généralement, les expériences totalitaires du XX^e siècle.

C'est au point de rencontre entre recherche historique et travail de mémoire que nous nous sommes placés pour mener à bien notre enquête sur les Allemands et le passé nazi en République fédérale, depuis sa fondation (1949)¹. Immergés dans une société de plus en plus désireuse de faire la lumière sur le phénomène nazi, les historiens ouest-allemands ont livré des contributions décisives à la recherche internationale sur le nazisme. En même temps, tout scientifiques qu'ils soient, leurs travaux sont constamment passés au crible de la « mémoire ». Souvent, aussi, ils contribuent à l'intensification de l'interrogation de la société sur le passé. Si l'on ajoute que l'invocation du « travail de mémoire » peut devenir une arme dans la compétition universitaire, on se rend compte qu'histoire et mémoire sont, dans le cas

¹ Voir bibliographie à la fin de l'article.

des travaux allemands sur le III^e Reich, inextricables. Tantôt il en résulte un progrès de la recherche, tantôt un blocage mais, dans tous les cas, on comprend mieux, à l'occasion des débats historiques, les questions qui agitent l'opinion allemande.

Nous proposons, dans ce qui suit, pour commencer, un panorama des débats à caractère historique concernant le III^e Reich depuis les origines de la République fédérale jusqu'à la « querelle des historiens » des années 1980. Nous essaierons ensuite d'expliquer brièvement, en quoi la réunification de l'Allemagne a changé le cadre et, éventuellement, le contenu des controverses en RFA.

Cinq générations d'historiens

Pour comprendre les débats successifs qui ont agité la corporation des historiens et, souvent, ont reçu un écho dans l'opinion, il est pratique de procéder à des regroupements générationnels. Les découpages obtenus conservent toujours un côté artificiel mais nous allons voir que les césures politiques qui marquent l'histoire de l'Allemagne au XX^e siècle justifient un tel classement.

Les nostalgiques de Bismarck

La génération qui domine la corporation dans les premières années de la République fédérale est celle des professeurs, nés vers 1890, qui occupaient déjà des postes d'enseignement sous la République de Weimar. Après 1945, elle a progressivement réaffirmé son emprise sur l'institution universitaire. Apparemment discrédités pour n'avoir pas su s'opposer au régime nazi, ses représentants les plus éminents, tel Gerhard Ritter (1888-1967), ont dû supporter, dans les premières années qui suivirent la chute du Reich, une mise en cause systématique de l'histoire prussienne, comme ayant frayé la voie au nazisme. Une telle vision des choses est en particulier relayée par les courants catholiques et fédéralistes européens, minoritaires avant 1945 dans l'historiographie.

La guerre froide permet aux historiens prussophiles de réaffirmer leur hégémonie, au prix d'une certaine réécriture de l'histoire. La guerre froide n'est-elle pas l'occasion d'une nouvelle confrontation entre les valeurs occidentales traditionnelles, naguère incarnées par la Prusse, et le totalitarisme révolutionnaire ? Le nazisme est une contamination de l'histoire allemande par le totalitarisme européen, écrit Gerhard Ritter². Il prend sa source dans la Révolution française. Bismarck n'est plus un héros du nationalisme allemand mais un homme d'avant les nations, bâtisseur d'un Reich pluriethnique, en quelque sorte un précurseur de l'Europe supranationale que veut bâtir Adenauer.

Responsabilité de l'Allemagne en 1914 : la controverse Fischer

Pour cette génération, il n'est pas question de voir dans le national-socialisme, même partiellement, un produit de l'histoire allemande. Restant fidèle aux convictions déjà affichées sous Weimar, l'école prussienne refuse - à l'exception de Ludwig Dehio (1883-1963)³ - de poser la question des responsabilités du Reich

² Gerhard Ritter, *Europa und die deutsche Frage*, Munich, Münchner Verlag, 1948.

³ Ludwig Dehio, *Gleichgewicht oder Hegemonie*, Krefeld, Scherpe, 1948.

willhelmien dans le déclenchement de la première guerre mondiale. Aussi Gerhard Ritter réagit-il très vivement lorsque Fritz Fischer (1908-1999), de vingt ans son cadet, apporte la preuve, documents à l'appui, dans un livre publié en 1961 et intitulé *La poursuite de la puissance mondiale*⁴, que, non seulement, la direction du Reich porte une responsabilité très lourde dans la marche à la guerre, en 1914, mais que, surtout, les élites politiques allemandes, y compris parlementaires, ont, dans leur immense majorité, prôné des objectifs expansionnistes jusqu'en 1918, ce qui rendait toute relative la dureté du traité de Versailles. Il s'ensuit la première controverse de grande ampleur sur le passé en République fédérale. Pour en comprendre l'enjeu, il faut se rappeler que l'hostilité au *diktat* de Versailles avait été le motif de nombreux Allemands pour se rallier au nazisme.

Les historiens adversaires de Fischer réussissent un temps à mobiliser le pouvoir politique en leur faveur : le ministère des Affaires étrangères de Bonn refuse à l'iconoclaste de lui financer une tournée de conférences aux Etats-Unis. Mais il s'agissait d'un combat d'arrière-garde. Avec l'appel du philosophe Karl Jaspers, en 1960, à établir un *modus vivendi* avec la RDA et la pièce de Rolf Hochhuth intitulée *Le vicaire*, qui soulève, en 1964, la question de l'implication dans la « solution finale » des élites qui ont reconstruit l'Allemagne, à l'Ouest⁵, et, il ne faut pas l'oublier, l'étude monumentale d'Ernst Nolte sur l'idéologie fasciste⁶, le livre de Fritz Fischer annonçait l'entrée en scène de nouvelles générations, décidées à libérer les mentalités de toute séquelle de nationalisme, en particulier dans l'université.

La génération du III^e Reich et celle des élèves de Fritz Fischer

A vrai dire, ce n'est pas dans sa génération que Fritz Fischer trouve un soutien. La plupart des historiens nés, comme lui, vers 1910 ont commencé leur carrière sous le nazisme. Certains l'ont même servi avec zèle, parce qu'ils y voyaient l'avenir de l'Allemagne : ainsi deux des historiens les plus éminents de l'après-guerre, Werner Conze (1910-1986) et Theodor Schieder (1908-1984), ont-ils écrit des rapports sur le « remodelage démographique de l'Europe centrale et orientale » sur commande du *Reichssicherheitshauptamt*, le bureau central de la sécurité du III^e Reich dirigé par Heydrich. Après 1945, ils se sont réfugiés dans un prudent apolitisme. Pionniers de l'histoire économique et sociale et de l'histoire des mentalités, ils ont délaissé l'histoire trop récente au profit de la « longue durée »⁷.

C'est dans la génération suivante, celle des historiens nés vers 1930, que Fritz Fischer trouve ses partisans les plus enthousiastes. Lors du Congrès des historiens allemands de 1964, à Berlin, les jeunes historiens prennent publiquement fait et cause pour Fischer. Dans les années suivantes, ils entament une série de recherches sur la question des continuités dans l'histoire allemande de Bismarck à Hitler. C'est le début d'une interrogation sur les spécificités de l'histoire allemande à partir de 1800 ou 1850. Y a-t-il eu un « *Sonderweg* », une évolution spécifique de l'histoire allemande, loin du libéralisme qui caractérise le monde occidental et à l'origine du III^e Reich ?

⁴ Fritz Fischer, *Griff nach der Weltmacht*, Düsseldorf, Droste, 1961.

⁵ Rolf Hochhuth, *Der Stellvertreter*, Hambourg, Rohwolt, 1963.

⁶ Ernst Nolte, *Le fascisme en son époque*, 3 tomes, Paris, Fayard, 1970.

⁷ G. Aly, *Macht. Geist. Wahn*, Berlin, 1997.

Pour les disciples de Fritz Fischer, ce sont les mêmes élites qui servent Bismarck, Guillaume II et Hitler. La responsabilité allemande dans le déclenchement de la première guerre mondiale et dans l'enchaînement de violences qui mène à la seconde ne tient pas seulement aux décisions prises en juillet/août 1914 mais aux milieux socio-politiques dans lesquels elles ont été élaborées.

La théorie du « Sonderweg »

L'Allemagne forgée par Bismarck se caractériserait par une alliance spécifique entre élites d'Ancien Régime et nouvelles élites issues de la révolution industrielle pour empêcher, après 1848, toute nouvelle révolution tout en faisant accéder l'Allemagne à la modernité économique. Se trouverait cimenté dès le dernier tiers du XIX^e siècle le « pacte des élites » au service d'une politique intérieure autoritaire et d'une politique étrangère agressive qui connaît un paroxysme dans l'Allemagne nazie. Telle est la thèse illustrée en particulier par l'école de Hans-Ulrich Wehler (né en 1931) et Jürgen Kocka (né en 1941)⁸.

La même génération produit les premiers grands travaux sur le nazisme qui soient à mettre à l'actif de l'école historique allemande. Les travaux de Karl Dietrich Bracher (né en 1922), Hans Mommsen (né en 1930), Martin Broszat (1926-1989), en particulier, insistent sur la contribution des différentes institutions qui constituent le régime à sa dynamique de violence. Loin des analyses en terme de totalitarisme, qui caractérisaient les années 1950, les historiens allemands montrent que, plutôt qu'un régime monolithique soumis aux ordres d'un dictateur omniprésent, le III^e Reich se caractérise par l'importance des initiatives prises, aux échelons intermédiaires du régime, par des instances, de l'Etat ou du parti, en rivalité permanente, entre lesquelles Hitler se contente souvent d'arbitrer en faveur des plus radicaux⁹.

Qu'il s'agisse de la période avant 1933 ou du III^e Reich lui-même, les historiens de la génération Fischer montre que « Hitler n'est pas un accident de parcours »¹⁰ et que l'on ne peut réduire le III^e Reich, comme le faisait encore l'historien opposant au nazisme Golo Mann (1909-1994), fils de Thomas Mann, dans son histoire allemande publiée en 1958, à celle d'un individu démoniaque manipulant une société entière à sa guise¹¹. La dynamique du régime résulte de l'alliance entre les élites issues du Reich wilhelmien et le parti nazi, portée par une partie de la population : chacun pouvait avoir en tête des objectifs différents mais, pour finir, tous travaillaient consciemment dans le sens du Führer.

La génération de Hans-Ulrich Wehler et de Martin Broszat s'engage politiquement. Des travaux de Fritz Fischer, on pouvait tirer la conclusion que l'idée de nation allemande était inséparable de celle de militarisme et d'expansionnisme agressif. Cette génération, à la différence des précédentes, se caractérise par une

⁸ H.-U. Wehler, *Das deutsche Kaiserreich*, Göttingen, V&R, 1973. Jürgen Kocka (dir.), *Bourgeoisies européennes*, Paris, Belin, 2000 (1995).

⁹ Karl Dietrich Bracher, *La dictature allemande*, Toulouse, Privat, 1999 (2^e édition). M. Broszat, *L'Etat hitlérien*, Paris, Fayard, 1985. H. Mommsen, *Le national-socialisme et la société allemande*, Paris, Fayard, 1998.

¹⁰ Titre d'un ouvrage de Fritz Fischer.

¹¹ Golo Mann, *Deutsche Geschichte des XIX und XX Jahrhunderts*, Francfort/M, Fischer, 1958.

identité post-nationale : la division de l'ancien Reich est justifiée par Auschwitz. Elle soutient la politique de détente avec l'Union Soviétique et de reconnaissance des frontières pratiquée par Willy Brandt. En 1972, une déclaration de soutien à la politique étrangère du chancelier social-démocrate, signée par 220 historiens, politistes et sociologues, symbolise la contribution des universitaires au nouveau cours de la politique allemande.

Unie du Congrès des historiens de Berlin jusqu'au milieu des années 1970, la génération Fischer se casse ensuite en deux et connaît en son sein une série de controverses qui culminent dans la « querelle des historiens ». A cette rupture, plusieurs raisons, dont l'élucidation renvoie à l'histoire plus globale de la République fédérale.

La génération de 1968

Tout d'abord, la génération Fischer est confrontée à l'avènement d'une génération plus radicale, celle des historiens nés vers 1950, en l'occurrence la génération de 1968. Plus que leurs aînés, les « soixante-huitards » aiment désigner le nazisme comme un « fascisme ». Plus qu'anti-totalitaire, le consensus qui fonde la République fédérale leur paraît devoir être « anti-fasciste ». Au sein de l'alliance entre aristocratie et bourgeoisie industrielle que décrivaient les théoriciens du « *Sonderweg* », ils inversent le poids respectif des facteurs ce sont moins les archaïsmes politiques de l'Allemagne d'avant 1945 qui les intéressent que le rôle joué par la bourgeoisie – toujours au pouvoir en RFA – dans l'avènement du fascisme. Ils rejoignent les thèses marxistes sur les origines du fascisme. Ils engagent, plus que ne le feront jamais leurs aînés, un dialogue avec les historiens de RDA. Ils explorent non seulement l'histoire du régime mais aussi l'histoire de la société allemande sous le nazisme. Sur tous ces points, ils sont en rupture avec leurs aînés.

Des historiens comme Karl Dietrich Bracher, Klaus Hildebrand (né en 1941) ou Andreas Hillgruber (1925-1989) se livrent alors à une critique sévère de la génération de 1968, l'accusant de mettre en cause la stabilité de la République Fédérale en marquant leur sympathie pour les thèses marxistes. Plus généralement, avec le retour de la guerre froide, la question des rapports entre nazisme et communisme revint sur le devant de la scène, en particulier sous l'impulsion d'Ernst Nolte (né en 1923). Ce dernier avait analysé le fascisme comme étant, essentiellement, un anti-marxisme et comme tel, il avait servi de référence aux soixante-huitards, en particulier néo-marxistes. Le nazisme était, selon lui, un anti-fascisme donc un anti-marxisme radical.

Lorsque Nolte se consacre, à partir du début des années 1970, plus exclusivement à l'étude du nazisme, il bute sur une difficulté : comment intégrer la spécificité du nazisme – le racisme, en particulier l'antisémitisme - à sa grille d'analyse ? L'antisémitisme n'était-il pas plus qu'un simple antibolchevisme radicalisé ? Voulant sauver sa thèse, Nolte ramène, au grand étonnement de tous ceux qui avaient apprécié son livre sur l'idéologie fasciste, de vieux clichés comme celui de la surreprésentation des Juifs au sein des mouvements communistes, qui aurait motivé les massacres nazis. Surtout, il défend, à partir du milieu des années

1970, la thèse selon laquelle les camps staliniens étant antérieurs à Auschwitz, ils en auraient été non seulement le modèle mais la cause¹².

La « querelle des historiens »

C'est un philosophe, Jürgen Habermas, qui est le premier à critiquer Nolte et déclenche, par la même occasion, la « querelle des historiens ». On a écrit des centaines d'articles ou d'ouvrages sur cette controverse¹³ mais la plupart ne vont pas au cœur du débat. Avant tout, le *Historikerstreit* révèle la difficulté des historiens de la génération Fischer à se confronter complètement au noyau criminel du régime nazi et à ses ramifications dans la société allemande. Ils avaient travaillé sur l'avant-1933, sur le dictateur, sur le régime mais ils étaient restés au bord de la description des aspects les plus brutaux du nazisme et avaient en grande partie évité la question de l'étendue des complicités avec le régime au sein de la société de l'époque.

Vers une histoire écrite du point de vue des victimes du III^e Reich

Trois éléments caractérisent l'évolution des débats sur le passé en Allemagne fédérale, sur cinq décennies, valant pour la société aussi bien que pour le milieu restreint des historiens. D'une part, le centre de gravité des investigations se rapproche de plus en plus du cœur criminel du régime nazi. D'autre part, l'enquête sur les complicités avec ce noyau criminel est progressivement étendue à l'ensemble de la société allemande de l'époque. Enfin, l'histoire du III^e Reich est de plus en plus écrite du point de vue des victimes.

Une telle évolution correspond à ce que René Girard a décrit à propos de la dynamique du monde occidental, dont l'originalité résiderait dans sa capacité à identifier les victimes émissaires de la violence collective, à déclarer innocents ceux qu'un groupe, soudain réconcilié, charge de toutes les violences qui quelques temps auparavant déchiraient la communauté. Etablir l'innocence du bouc émissaire est une condition préalable à une investigation sans préjugés des comportements au sein du groupe persécuteur¹⁴. Une telle évolution est très nettement observable en République fédérale d'Allemagne.

Dans les années 1950, encore, l'on parle peu des victimes de la violence du Reich. Et, parallèlement, Hitler est désigné comme le seul responsable de la violence passée.

Le judéocide n'est aucunement nié mais il est refoulé ou bien mis en parallèle avec les crimes des Alliés : bombardement de Dresde, expulsion des Allemands de Silésie ou des Sudètes. Les historiens qui étudient, à partir des années 1960, les continuités institutionnelles et sociales de Bismarck à Hitler ou les étudiants qui proclament le lien entre fascisme et bourgeoisie ont élargi le champ des responsabilités aux grandes institutions mais leur mise en cause du passé sort peu du champ des élites, impériales, weimariennes ou nazies.

¹² Toutes ces thèses sont résumées dans Ernst Nolte, *La guerre civile européenne*, Paris, Syrtes, 2000.

¹³ Une bibliographie parue en 1988 recense déjà 1203 titres d'ouvrages ou d'articles.

¹⁴ L'ensemble de ses thèses est résumé dans René Girard, *Je vois Satan tomber comme l'éclair*, Paris, Grasset, 1999.

Une société partiellement immunisée contre le totalitarisme ?

Lorsque, lançant un projet de recherche sur la vie quotidienne en Bavière entre 1933 et 1945, Martin Broszat, anticipant sur les travaux de la génération suivante, s'interroge sur « les Allemands ordinaires », il conclut à une certaine normalité de la société, partiellement imperméable à l'idéologie, et il demande que l'on n'écrive pas toute l'histoire du III^e Reich du point de vue des victimes. Aussi respectable soit leur mémoire, elle ne justifie pas, selon lui, que l'on présente l'ensemble de la société comme complice du régime. Ce à quoi l'historien israélien Saul Friedländer lui répond : « Une vie normale, où des massacres de grande échelle sont perpétrés par la nation et la société à laquelle appartient l'individu, ce n'est pas vraiment une vie normale »¹⁵. Contre le postulat de Broszat, la recherche, depuis les années 1980, souligne l'étendue de l'adhésion au régime. Sans l'abondance des dénonciations, par exemple, la *Gestapo* aurait mal fonctionné¹⁶.

De même, longtemps, dans la génération de 1968, il fut impensable de s'interroger sur d'éventuelles complicités avec le régime au sein du monde ouvrier. La vulgate marxiste qui domine alors les esprits est moins la cause que le reflet des limites de l'investigation. Il faut attendre le projet d'histoire orale des ouvriers de la Ruhr, mené par Lutz Niethammer (né en 1939) et Ulrich Herbert (1951), pour qu'un tabou soit brisé : en particulier dans les années 1930, malgré la suppression par le régime des organisations de gauche, une partie du monde ouvrier s'est ralliée au régime.

Dans les années 1980 s'imposent, simultanément, une description de plus en plus détaillée et concrète du judéocide et des autres massacres nazis ainsi que des enquêtes sur la contribution des Allemands ordinaires à la persécution. C'est dans cette perspective que l'on peut comprendre la « querelle des historiens ».

Des historiens restés au milieu du gué

A première vue, elle fut un affrontement autour de la comparaison nazisme/communisme. Habermas aurait rassemblé autour de lui le camp des historiens qui, pour des motifs divers, tenaient à l'idée de la singularité du nazisme. Mais il est frappant de remarquer comment les anciens adversaires des années quatre-vingt sont aujourd'hui partie intégrante du consensus anticommuniste qui caractérise l'Allemagne réunifiée.

On a dit aussi que s'étaient affrontés des intellectuels qui voulaient redéfinir l'identité allemande en terme de fierté patriotique fondée sur l'histoire (Michael Stürmer, né en 1938) et les partisans d'un « patriotisme constitutionnel ». Mais à peine l'encre de la polémique avait-elle séché que se produisait la réunification. Et les historiens naguère divisés se retrouvèrent pour mettre en garde contre une éventuelle arrogance liée à la nouvelle unité allemande. Ernst Nolte n'est jamais sorti du consensus « post-national » qui caractérise sa génération.

¹⁵ Sur l'ensemble du débat, voir Ian Kershaw, *Qu'est-ce que le nazisme ?*, Paris, Gallimard, 1997.

¹⁶ Par exemple, Robert Gellately, *The Gestapo and German Society*, Oxford, Clarendon Press, 1990.

Les raisons profondes de la « querelle des historiens » sont ailleurs. Elle témoigne d'une phase de transition. La génération Fischer a déconstruit progressivement tous les mythes nationalistes qui avaient culminé dans le nazisme. Tous ces mythes reposaient sur l'idée que l'Allemagne était étrangère à la violence qui s'est abattue sur l'Europe dans la première moitié du XX^e siècle, qu'elle n'avait fait qu'y réagir. Les historiens de cette génération inversent la logique et montrent comment l'Allemagne a participé à ces phénomènes de violence collective. Mais ils restent au seuil d'une description des violences spécifiques à l'histoire allemande. Ils s'enferment dans une controverse sur les rapports entre nazisme et communisme parce qu'ils n'ont encore étudié dans le nazisme que ce qui est comparable avec le stalinisme : les structures du régime, la place du chef en son sein, la manipulation de la société. Ils se déchirent sur la possibilité de références positives à l'histoire d'avant 1933 parce qu'ils ont abordé la question du « *Sonderweg* » en partant de 1871 au lieu de remonter des crimes nazis à leur éventuelle genèse dans l'histoire allemande.

L'émergence d'une école allemande d'histoire des génocides nazis

C'est seulement dans les années quatre-vingt dix que s'est affirmée une école allemande d'histoire du judéocide et des autres crimes nazis, qui ne se préoccupe plus de la question des crimes commis par d'autres régimes – elle laisse aux spécialistes de ces régimes le soin d'en faire la description et aux nations concernées la tâche d'en tirer des conclusions politiques. Nous mentionnerons ici, comme particulièrement représentatifs, les travaux de Götz Aly (né en 1947) sur la contribution des « experts » à la planification des génocides en Europe centrale et orientale et les études d'histoire locale du judéocide et des autres génocides nazis dus à Dieter Pohl ou Christian Gerlach (nés en 1963)¹⁷.

Les nouvelles générations d'historiens sont beaucoup plus apolitiques que les précédentes. Elles ne sont pas intéressées par des débats historico-politiques. Alors que dix ans après la « querelle des historiens », ses protagonistes se retrouvèrent unis contre les thèses du sociologue américain Goldhagen pour qui l'on sous-estime la virulence de l'antisémitisme allemand et sa nature « éliminationniste » jusqu'en 1945, les nouveaux historiens ont à la fois souligné les lacunes du livre et la convergence entre certains de ses résultats et leurs propres recherches.

Mémoire du nazisme et réunification de l'Allemagne. Les obstacles subsistant à une conception mémorielle de la nation

Nazisme et communisme

Aussi apolitiques que semblent être les nouvelles générations d'historiens, il est possible de tirer des conclusions de leurs thèses pour l'évolution de la mémoire collective en RFA. Même avant 1989, on assistait à un dépassement de l'esprit « post-

¹⁷ Götz Aly, „*Endlösung*“. *Völkerverschiebung und der Mord an den europäischen Juden*, Francfort/M, Fischer, 1995. Dieter Pohl, *Nationalsozialistische Judenverfolgung in Ostgalizien 1941-1944*, Munich, 1996. Christian Gerlach, *Kalkulierte Morde. Die deutsche Wirtschafts- und Vernichtungspolitik in Weißrussland*, Hambourg, Hamburger Edition, 1999.

national » au profit de l'idée d'une nation mémorielle¹⁸. Les Allemands vivant en démocratie sont désormais unis non seulement par la fierté du bilan de la République Fédérale mais aussi par la mémoire des victimes commises sous le III^e Reich. Les crimes du III^e Reich ne condamnent plus à borner l'horizon identitaire à 1949 – comme le pense Jürgen Habermas ; les Allemands assument la mémoire des victimes commises par la violence des générations précédentes ; et à travers ce filtre, le passé allemand positif devient à nouveau accessible.

Une telle identité mémorielle se serait certainement développée sans la réunification, qui a, provisoirement, brouillé les repères. Tout d'abord, parce qu'elle a ramené la tentation de remettre la question des crimes du communisme au centre du tableau. Nolte n'est plus *persona grata* dans la communauté des historiens allemands. Mais un de ses plus farouches adversaires de la « querelle des historiens », Heinrich August Winkler (né en 1930), peut écrire : « L'absurdité des principales thèses de Nolte a trop longtemps empêché de voir que sa question de départ était légitime : (...) sans la prise du pouvoir par les bolcheviks en 1917, les fascistes italiens auraient-ils pris le pouvoir en octobre 1922 et les nationaux-socialistes allemands en janvier 1933 ? »¹⁹. On remarque aussi une tendance générale, dans les débats historiques à parler de la RDA comme de la « deuxième dictature allemande », ce qui revient à établir une comparaison forcée entre un régime qui a laissé des montagnes de cadavres et un autre qui a laissé des montagnes de dossiers, pour reprendre la formule de l'historien Etienne Francois. Et, la question des crimes du communisme empêche une prise de conscience pleine et entière de ce que Ralph Giordano a appelé « l'autre holocauste », c'est-à-dire le massacre des populations d'Union soviétique²⁰.

Exemplaire, de ce point de vue, est la polémique suscitée par l'exposition sur les crimes de guerre de la Wehrmacht qui a été montrée de 1995 à 1999. Ses adversaires ont fini par obtenir sa fermeture – pour quelques erreurs dans les légendes accompagnant les photos, certainement inadmissibles d'un point de vue scientifique puisqu'elles confondaient des massacres commis par les Soviétiques et ceux commis par les nazis²¹ mais qui ne justifiaient pas la passion mise par les détracteurs. Depuis, un rapport rédigé par une commission indépendante a recommandé la réouverture, une fois les mises au point scientifiques effectuées. Et une exposition complètement refondue a été proposée au public par le même institut d'histoire sociale de Hambourg. D'autre part, les autres publications ou réalisations sur l'histoire de la Wehrmacht entre 1941 et 1944, par exemple celles des chercheurs de l'*Institut für Zeitgeschichte* de Munich, sont à la fois mieux étayées et plus accablantes encore²². Il n'est plus possible, aujourd'hui, de distinguer entre

¹⁸ Empruntant nos concepts à Girard, nous opposons une vision sacrificielle de la nation (identité fondée sur la guerre ou la persécution) à une vision mémorielle (qui exige du groupe qu'il subsiste pour faire mémoire des victimes causées par son identité sacrificielle)

¹⁹ Dans Hörst Möller (dir.), *Der rote Holocaust und die Deutschen*, Munich, Oldenburg, 1999.

²⁰ Ralph Giordano, *Wenn Hitler den Krieg gewonnen hätte*, Hambourg, Rasch und Röhring, 1989.

²¹ Il s'agit de photos représentant des soldats de la Wehrmacht ayant découvert des cadavres de victimes du NKVD fuyant l'avancée de la Wehrmacht en juin 1941 et n'ayant pas voulu emmener les prisonniers avec eux.

²² Edouard Husson, « Les soldats de la Wehrmacht étaient-ils des criminels de guerre ? », *L'Histoire*, 249, p. 18-19.

organisations nazies et armée dans la contribution aux génocides des années 1941-1944.

« *Faire passer le passé nazi* » ?

On a bien remarqué, dans les années 1990, une tendance, dans un secteur de l'opinion, à vouloir tourner la page du passé nazi. Un petit groupe d'historiens s'intitulant « la génération de 1989 » a défendu l'idée d'un retour à la normalité allemande, loin de la culpabilité, imposée par les Etats-Unis et les « soixante-huitards » qui caractérisait l'ancienne République fédérale²³. En 1998, l'une des anciennes figures de proue de 1968, l'écrivain Martin Walser a demandé que l'on mette fin aux références constantes à la Shoah dans les débats sur l'identité allemande²⁴.

Mais ces tendances avaient peu de chances de s'imposer. L'étendue des crimes nazis rend vaine toute comparaison qui se voudrait disculpatrice. La fin de la guerre froide a brisé les derniers tabous. On n'est plus soupçonné de sympathie pour le communisme lorsque l'on enquête sur la collaboration du capitalisme allemand avec le régime nazi – et que l'on reprend les acquis indéniables des historiens de RDA sur ce point²⁵. Plus aucun secteur de la société allemande ne peut se dérober à une enquête sur son passé. Surtout, imaginons que s'impose, situation improbable, le parti de ceux qui « veulent faire passer le passé » : l'enquête sans complaisance sur les passés nationaux est devenue à ce point universelle – suivant en cela un « modèle allemand » - que la conscience collective allemande verrait se dérober le prétexte régulièrement invoqué, depuis 1945 par ceux qui veulent taire tel ou tel aspect du passé allemand : l'existence, ailleurs, de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité non encore élucidés.

BIBLIOGRAPHIE

- Pierre Aycoberry, *La question nazie*, Paris, Seuil, 1979.
- Gilbert Casaus, *La nouvelle droite allemande*, Paris, Desjonquères, 2001.
- *Devant l'histoire. La controverse sur la singularité de l'extermination des Juifs*, Paris, Cerf, 1988.
- Jacques Droz, *Les causes de la Première guerre mondiale*, Paris, Seuil, 1973.
- François Furet/Ernst Nolte, *Fascisme et communisme*, Paris, Plon, 1998.
- Pierre-Yves Gaudard, *Le fardeau de la mémoire*, Paris, Plon, 1997.
- Jürgen Habermas, *L'intégration républicaine. Essais de théorie politique*, Paris, Fayard, 1998.
- Edouard Husson, *Une culpabilité ordinaire ? Hitler, les Allemands et la Shoah. Les enjeux de la controverse Goldhagen*, Paris, F.-X de Guibert, 1997.
- Edouard Husson, *Comprendre Hitler et la Shoah. Les historiens de République fédérale d'Allemagne et l'identité allemande*, Paris, PUF, 2000.
- Ian Kershaw, *Qu'est-ce que le nazisme ? Perspectives et problèmes d'interprétation*, Paris, Gallimard, 1997 (2^e édition).

²³ Voir bibliographie en fin d'article.

²⁴ *Die Walser-Bubis-Debatte*, Francfort/M, Fischer, 1999.

²⁵ H. Kaienburg, (dir.), *Konzentrationslager und deutsche Wirtschaft, 1939-1945*, Opladen, Leske+Budrich, 1996, avec des contributions sur, entre autres, Daimler-Benz, Siemens, Volkswagen.

- Thomas Nipperdey, *Réflexions sur l'histoire allemande*. Paris, Gallimard, 1990.
- Karl-Heinz Roth, *Geschichtsrevisionismus. Die Wiedergeburt der Totalitarismustheorie*, Konkret Verlag, Hambourg, 1999.
- Jean Solchany, *Comprendre le nazisme dans l'Allemagne des années zéro*, Paris, PUF, 1997.

L'auteur

Edouard Husson, ancien élève de l'ENS, agrégé d'histoire et docteur de l'université Paris IV, maître de conférences à Paris IV. Il enseigne également depuis 2001 au 1^{er} cycle franco-allemand de Sciences Po à Nancy. Elève de l'historien britannique Ian Kershaw, il va bientôt publier une étude sur le rôle de Reinhard Heydrich (1904-1942) dans le processus de décision qui conduit à la Shoah.

Résumé

Les historiens allemands ont eu beaucoup de difficultés, depuis 1945, dans le traitement du passé ; Néanmoins, l'Allemagne de l'Ouest est devenue un modèle pour d'autres pays, du fait de l'ouverture avec laquelle ont été menés les débats concernant le passé allemand; dans une société démocratique, l'Etat est dans l'incapacité de diriger l'évolution de la "mémoire": dénazification et démocratisation ont été formés par les forces sociales, à commencer par le conflit intergénérationnel. Au contraire, l'une des raisons pour laquelle l'Allemagne de l'Est n'a pas survécu aux années 1980, est sa mémoire officielle exclusive.

Mots clés

RFA ; travail de mémoire ; totalitarisme ; conflit des générations.

Abstract

German historians had many difficulties since 1945 in dealing with the Nazi past. Nevertheless West-Germany became a model for other countries, due to the openness of the debates concerning the German past; in a democratic society, it is impossible for the State to lead the development of "memory": denazification and democratization were shaped by social forces, above all by the intergenerational conflict. On the contrary, one of the reasons why East Germany did not survive the eighties was its exclusive State-sponsored memory.

Key words

West Germany ; memory ; totalitarianism ; intergenerational conflict.